

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Retraites : un « bon sens » éloigné de la réalité

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : mardi 11 juin 2013

Démocratie & Socialisme

Édito de la Lettre de D & S parue le 10 juin 2013

« **Quand on vit plus longtemps, on peut travailler plus longtemps !** » C'est ce que vient, malheureusement de déclarer notre ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine.

Cette phrase est inexacte. Dans le secteur privé, « on » ne peut pas travailler plus longtemps tout simplement parce que, dans la très grande majorité des cas, les salariés qui prennent leur retraite ne sont plus au travail.

60 % des salariés du secteur privé sont en maladie, en invalidité ou au chômage lorsqu'ils prennent leur retraite : comment pourraient-ils choisir de travailler plus longtemps ? **L'affirmation de Marisol Touraine se présente comme** découlant du bon sens mais n'a rien à voir avec la réalité sociale. Allonger encore la durée de cotisation amènerait les $\frac{3}{4}$ des salariés du secteur privé à ne plus être au travail quand ils partiront en retraite.

Pourquoi faudrait-il, de toute façon, obliger des salariés âgés qui ont le droit au repos, à rester au travail, alors que des centaines de milliers de jeunes sont à la recherche d'un emploi ?

Il n'y a pas de « tabou » pour équilibrer nos retraites affirme notre gouvernement. Il y a pourtant, hélas, un « tabou », c'est celui de **l'augmentation des cotisations patronales** dont notre gouvernement ne semble pas vouloir entendre parler, si ce n'est de façon infinitésimale. Le pacte de compétitivité a créé ce « tabou » depuis que 20 milliards d'euros ont été accordés aux employeurs sans aucune contrepartie. Il ne paraît plus possible, depuis ce « pacte », de toucher aux profits des entreprises et donc, en fin de compte, aux **dividendes (170 à 180 milliards par an) versés aux actionnaires des grands groupes.**

Ce choix est injuste et amplifie la récession parce que les actionnaires ne consomment qu'une faible partie de leurs revenus.

Ce choix est dangereux parce qu'il va permettre à ces dividendes d'aller gonfler, comme avant la crise de 2007-2008, de nouvelles bulles spéculatives.

Ce choix, enfin, est dramatique pour l'avenir de la gauche au pouvoir. Le Medef ne fera rien pour aider notre gouvernement, quelles que soient les concessions qui lui seront faites. Dès que les décrets d'application de la loi Sapin (l'Ani) auront sécurisé les licenciements, le patronat multipliera les plans sociaux. **Le Medef fera tout pour que la gauche se discrédite auprès de son électorat**, pour que la droite puisse revenir au pouvoir et faire une politique encore plus favorable au patronat.

Il faut revenir sur un choix aussi néfaste que celui du « pacte de compétitivité » qui empêche toute augmentation des cotisations patronales, que ce soit pour les retraites, la maladie ou la famille et coupe le gouvernement de gauche de sa base sociale, le salariat.